



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 75.700/4  
du 18 mars 2024

advies 75.700/4  
van 18 maart 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif  
au service volontaire d'utilité  
collective'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'betreffende de  
vrijwillige dienst van collectief  
nut'

Le 23 février 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Défense à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif au service volontaire d'utilité collective'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 mars 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Géraldine ROSOUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Ambre VASSART, auditeur, et par Emmanuel SLAUTSKY, appelé en qualité d'expert sur la base de l'article 82 des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 mars 2024.

\*

Op 23 februari 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de vrijwillige dienst van collectief nut'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 maart 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Géraldine ROSOUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ambre VASSART, auditeur, en door Emmanuel SLAUTSKY, die als expert opgeroepen is op grond van artikel 82 van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerde op 12 januari 1973.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 maart 2024.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### FORMALITÉ PRÉALABLE

L'arrêté royal en projet prévoit divers traitements de données à caractère personnel, notamment dans l'annexe A ainsi que dans les articles 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et 15 qui se réfèrent à une attestation médicale.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, il ne ressort pas du dossier communiqué à la section de législation que l'autorité de protection des données a été consultée préalablement sur l'arrêté royal en projet.

Il sera veillé à l'accomplissement de la formalité requise.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

## OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le projet d'arrêté royal à l'examen comprend deux annexes principales. La première (annexe A) reprend le modèle d'« Acte d'admission en qualité de prestataire d'un service volontaire d'utilité collective ». La seconde (annexe B) reprend le « Règlement d'ordre intérieur (ROI) relatif au service volontaire d'utilité collective » et comprend une sous-annexe A établissant le modèle de « Certificat de participation à un service volontaire d'utilité collective ». L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que le règlement d'ordre intérieur annexé au projet reprend un grand nombre de dispositions contenues, soit dans la loi du 11 avril 2003 'instituant un service volontaire d'utilité collective', soit dans le dispositif du projet. Si, en principe, il n'appartient pas au Roi de reproduire des dispositions législatives<sup>1</sup>, un tel choix peut se comprendre au regard de la volonté d'assurer la lisibilité du dispositif à l'égard des prestataires d'un service volontaire d'utilité collective. La nature des dispositions du règlement d'ordre intérieur en cause, lorsqu'elles sont d'origine législative, n'est néanmoins pas affectée par leur reproduction dans le règlement d'ordre intérieur, de sorte qu'il conviendra de veiller à adapter ce règlement en cas de modification du cadre législatif applicable et, à l'inverse, à ne pas modifier dans le futur ce règlement dans un sens qui le rendrait incompatible avec les dispositions de la loi.
2. Le projet d'arrêté à l'examen contient plusieurs dispositions relatives au temps de travail ou au régime des congés des personnes participant à un service volontaire d'utilité collective<sup>2</sup>. L'article 2, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, de la loi du 11 avril 2003 dispose que « [l]es dispositions législatives et réglementaires applicables au personnel civil employé au ministère de la Défense en matière de réglementation du temps de travail et de congés s'appliquent au prestataire d'un service volontaire d'utilité collective ». Il revient à l'auteur du projet de s'assurer que les dispositions qu'il prévoit d'adopter en matière de temps de travail et de congés pour les personnes engagées dans un service volontaire d'utilité collective sont compatibles avec les dispositions applicables au personnel civil employé au ministère de la Défense. À défaut, l'auteur du projet excéderait son habilitation.
3. Il convient, enfin, que l'auteur du projet procède à une relecture formelle approfondie de l'ensemble de celui-ci.

---

<sup>1</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 80.

<sup>2</sup> Il en est ainsi notamment des articles 23, 26 et 27.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 4 de la loi du 11 avril 2003 ne sert pas de fondement juridique au projet à l'examen. Sa mention sera omise.

Il en va de même de l'article 5, § 2, de la même loi. Il y a dès lors lieu de mentionner l'article 5, §§ 1<sup>er</sup>, 3 et 4.

### DISPOSITIF

#### Article 1<sup>er</sup>

En rapport avec la définition reprise au 9°, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que le VDAB est également un opérateur de la formation professionnelle à Bruxelles, outre Bruxelles-Formation, ce que le dispositif ne mentionne pas. Par ailleurs, le dossier communiqué à la section de législation ne permet pas de comprendre pourquoi, compte tenu de la finalité poursuivie, les organismes chargés de la formation professionnelle dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale doivent être spécifiquement visés par le dispositif.

Le 9° sera réexaminé à la lumière de cette observation.

#### Article 3

1. Le paragraphe 2 appelle les observations suivantes.
2. L'auteur du projet indique dans le rapport au Roi, à propos de cette disposition, que « [l'] objectif visé est de se rapprocher au maximum des exigences imposées pour le recrutement du personnel militaire et civil de la Défense, tout en tenant compte du fait que les prestataires n'en auront pas le statut, et qu'ils n'exécuteront pas de tâches opérationnelles ». La liste des motifs permettant de conclure au défaut de qualités morales d'un demandeur de service volontaire d'utilité collective paraît ne pas correspondre tout à fait à la liste des qualités requises pour avoir, par exemple, la qualité de militaire selon l'article 11 de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées'. Compte tenu des éléments invoqués dans le rapport au Roi, l'auteur du projet doit pouvoir justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution, les éventuelles différences de traitement instituées.

3. L'articulation de plusieurs des motifs permettant de conclure au défaut de qualités morales d'un demandeur ne ressort pas clairement du projet. Certains motifs se recoupent en effet, mais en partie seulement, de sorte qu'il est malaisé de déterminer la portée de la disposition. Il en est par exemple ainsi de l'article 3, § 2, 2°, du projet, qui renvoie de manière générale à l'existence d'une « condamnation à une peine correctionnelle de trois mois ou plus » comme un motif permettant de conclure au défaut de qualités morales d'un demandeur, tandis que l'article 3, § 2, 5°, renvoie à une condamnation à un « emprisonnement ordinaire de trois mois ou plus du chef d'une infraction autre que celles visées au 4° », mais à l'exclusion des « infractions d'homicides involontaires ou de lésions corporelles involontaires prévues au livre II, titre VIII, chapitre II du Code pénal, et des infractions aux règlements prévues aux articles 29, 29*bis* et 29*ter*, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ». De la même manière, la question se pose de l'articulation qui doit exister entre l'article 3, § 2, 2°, du projet et l'article 3, § 2, 7°, de celui-ci.

4. L'article 3, § 2, 4°, du projet renvoie pour partie à des dispositions qui ont été abrogées par la loi du 21 mars 2022 'modifiant le Code pénal et relative à la compétence d'estimer en justice, en ce qui concerne le droit pénal sexuel'. Il conviendrait d'adapter le projet sur ce point.

5. L'article 3 sera revu à la lumière des observations qui précèdent.

#### Article 4

1. Le projet à l'examen prévoit que ne peuvent pas participer à un service volontaire d'utilité collective les personnes ayant déjà participé, par le passé, à un tel service. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que cette disposition s'applique également dans le cas où le service volontaire d'utilité collective précédent aurait été interrompu indépendamment de la volonté du participant à ce service, notamment en raison d'une absence prolongée pour une raison médicale qui ne rend toutefois pas l'intéressé inapte au service. La question se pose de savoir si telle est bien l'intention de l'auteur du projet et, dans l'affirmative, si une telle solution n'emporte pas des effets disproportionnés à l'égard des personnes concernées.

2. Il n'y a plus lieu de se référer, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 17 mars 2013 'réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine', au statut de « l'administration provisoire ».

Plus fondamentalement, il doit être constaté que le régime de protection des personnes et de leurs biens mis en place par les articles 488/1 et suivants du Code civil peut trouver à s'appliquer à des situations fort distinctes. En excluant l'ensemble des personnes protégées sous ce régime de la possibilité d'être admis au service volontaire d'utilité collective, l'article 4, 1°, traite de manière identique, sans que le dossier fasse état d'une justification admissible, des personnes qui se trouvent dans des situations de prime abord non comparables au regard de l'objet de la norme en cause. La disposition semble ainsi méconnaître les articles 10 et 11 de la Constitution<sup>3</sup>, et ne paraît de surcroît pas compatible avec les obligations imparties à l'autorité aux fins d'inclusion des personnes en situation de handicap, telles qu'elles résultent, notamment, de l'article 22<sup>ter</sup> de la Constitution, de l'article 15 de la Charte sociale européenne révisée, ainsi que de diverses dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Le 1° sera revu à la lumière de cette observation. Il en va de même, par voie de conséquence, de l'article 31, 6°, du projet.

#### Article 11

L'auteur du projet spécifiera davantage dans celui-ci les modalités de la publicité à assurer en ce qui concerne les postes vacants à pourvoir.

#### Article 31

Le fait de mettre fin au service volontaire d'utilité collective d'un participant contre sa volonté constitue une mesure grave à l'encontre de ce participant. Dès lors, la procédure menant à l'adoption de ces décisions doit revêtir un caractère contradictoire et se conformer au principe général du droit d'être préalablement entendu avant toute mesure grave. À cet égard, la procédure prévue par la disposition à l'examen n'offre pas, en soi, toutes les garanties requises.

Ainsi, il n'est pas expressément prévu que le participant au service volontaire d'utilité collective puisse présenter ses observations quant à la cessation de son service, notamment lorsque cette cessation est justifiée par le non-respect du règlement d'ordre intérieur dans son chef et l'impossibilité qui en résulte de toute collaboration entre lui et le ministère de la Défense.

Bien que ces modalités s'imposent de plein droit au responsable du service volontaire d'utilité collective, le texte en projet gagnerait à être complété en manière telle que la procédure présente toutes les garanties inhérentes au principe du caractère contradictoire de la procédure.

---

<sup>3</sup> Voir, par analogie, Cour eur. D.H., arrêt *Alajos Kiss c. Hongrie*, 20 mai 2010.

### Article 33

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, si l'auteur du projet entend habiliter le ministre de la Défense à adapter le montant de l'indemnité mensuelle perçue par les participants à un service volontaire d'utilité collective, il lui revient de l'exprimer de manière explicite.
2. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, afin d'identifier plus clairement le sujet de la phrase concernée, les mots « Il ne reçoit toutefois pas d'indemnité » seront remplacés par les mots « Le prestataire ne reçoit toutefois pas d'indemnité ».

### Article 37

L'article 9 de la loi du 21 novembre 2023 'modifiant la loi du 11 avril 2003 instituant un service volontaire d'utilité collective' dispose que « [l]e Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la loi du 11 avril 2003 instituant un service volontaire d'utilité collective et de la présente loi, lesquelles entrent en vigueur au plus tard le 31 décembre 2023 ». En application de cette disposition, la loi du 11 avril 2003, telle que modifiée par la loi du 21 novembre 2023, est entrée en vigueur le 31 décembre 2023.

De l'accord du délégué du Ministre, l'article 37, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, sera omis.

### Annexe B

Compte tenu de l'annexe A reprenant le modèle d'« Acte d'admission en qualité de prestataire d'un service volontaire d'utilité collective », l'annexe A de l'annexe B sera mentionnée comme une « sous-annexe A ».

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Het ontworpen koninklijk besluit voorziet in verscheidene verwerkingen van persoonsgegevens, met name in bijlage A en in de artikelen 3, § 1, 2°, en 15, die verwijzen naar een medisch attest.

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, moet worden geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, blijkt *in casu* niet dat de Gegevensbeschermingsautoriteit vooraf om advies is verzocht over het ontworpen koninklijk besluit.

Er moet op worden toegezien dat dit verplichte voorafgaande vormvereiste wordt vervuld.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

## ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Voorliggend ontwerp van koninklijk besluit bevat twee hoofdbijlagen. De eerste (bijlage A) bevat het model van “Toelatingsakte in de hoedanigheid van verrichter van een vrijwillige dienst van collectief nut”. De tweede (bijlage B) bevat het “Reglement van inwendige orde (RIO) voor de vrijwillige dienst van collectief nut” en bevat een subbijlage A tot vaststelling van het model van “Certificaat van deelname aan een vrijwillige dienst van collectief nut”. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat het reglement van orde dat als bijlage bij het ontwerp is gevoegd, een groot aantal bepalingen overneemt die ofwel in de wet van 11 april 2003 ‘tot instelling van een vrijwillige dienst van collectief nut’, ofwel in het dispositief van het ontwerp vervat liggen. Het komt de Koning weliswaar in beginsel niet toe om wetgevende bepalingen over te nemen<sup>1</sup>, maar een dergelijke keuze valt te begrijpen in het licht van de wil om ervoor te zorgen dat het dispositief goed leesbaar is voor de verrichters van een vrijwillige dienst van collectief nut. De aard van de bepalingen van het reglement van orde in kwestie wordt evenwel, wanneer die bepalingen van wetgevende oorsprong zijn, niet beïnvloed door de overname ervan in het reglement van orde, zodat erover moet worden gewaakt dat dit reglement wordt aangepast in geval van wijziging van het toepasselijk wetgevend kader en, omgekeerd, dat dit reglement in de toekomst niet zo wordt gewijzigd dat het onverenigbaar zou worden met de bepalingen van de wet.

2. Voorliggend ontwerpbesluit bevat verscheidene bepalingen inzake de werktijd of het verlofstelsel van de personen die deelnemen aan een vrijwillige dienst van collectief nut.<sup>2</sup> Artikel 2, § 1, laatste lid, van de wet van 11 april 2003 luidt als volgt: “De wettelijke en reglementaire bepalingen toepasselijk op het door het ministerie van Landsverdediging tewerkgestelde burgerpersoneel inzake arbeidsregeling en verloven zijn van toepassing op de verrichter van een vrijwillige dienst van collectief nut”. De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat de bepalingen op het vlak van werk- en verloftijd die hij van plan is aan te nemen voor de personen die bij een vrijwillige dienst van collectief nut betrokken zijn, verenigbaar zijn met de bepalingen die van toepassing zijn op het burgerpersoneel tewerkgesteld bij het ministerie van Defensie. Zo niet zou de steller van het ontwerp zijn machtiging te buiten gaan.

3. Ten slotte moet de steller van het ontwerp het volledige ontwerp grondig nalezen wat de vorm betreft.

---

<sup>1</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 80.

<sup>2</sup> Dat geldt met name voor de artikelen 23, 26 en 27.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### AANHEF

Wat het eerste lid betreft, levert artikel 4 van de wet van 11 april 2003 geen rechtsgrond op voor het voorliggende ontwerp. De vermelding ervan moet dus vervallen.

Hetzelfde geldt voor artikel 5, § 2, van dezelfde wet. Bijgevolg moet artikel 5, §§ 1, 3 en 4 worden vermeld.

### DISPOSITIEF

#### Artikel 1

In verband met de definitie vermeld in punt 9° wordt de aandacht van de steller van het ontwerp gevestigd op het feit dat de VDAB ook een beroepsopleidingsinstantie is in Brussel, naast *Bruxelles-Formation*, wat in het dispositief niet wordt vermeld. Bovendien kan uit het aan de afdeling Wetgeving bezorgde dossier niet opgemaakt worden waarom, rekening houdend met de nagestreefde doelstelling, in het dispositief specifiek moet worden verwezen naar de instellingen die in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest met beroepsopleiding belast zijn.

De bepaling onder 9° moet in het licht van deze opmerking opnieuw onderzocht worden.

#### Artikel 3

1. Paragraaf 2 geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.
2. In het verslag aan de Koning zegt de steller van het ontwerp over deze bepaling het volgende: “Het doel is om zo dicht mogelijk bij de eisen voor het aanwerven van militair en burgerpersoneel van Defensie te komen, terwijl rekening wordt gehouden met het feit dat de verrichters niet het statuut ervan hebben en geen operationele taken zullen uitvoeren”. De lijst van redenen op grond waarvan kan worden besloten dat een aanvrager van een vrijwillige dienst van collectief nut niet over de morele hoedanigheden beschikt, lijkt niet volledig overeen te stemmen met de lijst van eigenschappen die vereist zijn om bijvoorbeeld de hoedanigheid van militair te hebben volgens artikel 11 van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’. Gelet op wat wordt aangevoerd in het verslag aan de Koning, moet de steller van het ontwerp eventuele verschillen in behandeling die worden ingesteld, kunnen verantwoorden in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, dat verankerd is in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

3. De samenhang van verschillende redenen op grond waarvan kan worden besloten dat de aanvrager niet over de morele hoedanigheden beschikt, blijkt niet duidelijk uit het ontwerp. Sommige redenen overlappen elkaar immers, maar slechts gedeeltelijk, zodat het moeilijk is om de draagwijdte van de bepaling vast te stellen. Dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 3, § 2, 2°, van het ontwerp, dat op algemene wijze verwijst naar een veroordeling tot een “correctionele straf van drie maanden of meer” als een reden op grond waarvan kan worden besloten dat een aanvrager niet over de morele hoedanigheden beschikt, terwijl artikel 3, § 2, 5°, verwijst naar een veroordeling tot een “gewone gevangenisstraf van drie maanden of meer wegens een ander strafbaar feit dan deze bedoeld in 4°”, maar met uitsluiting van de “strafbare feiten van onopzettelijk doden of van onopzettelijk lichamelijk letsel zoals bedoeld in boek II, titel VIII, hoofdstuk II van het Strafwetboek, en van inbreuken op de reglementen bedoeld in de artikelen 29, 29bis en 29ter, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer”. Zo ook rijst de vraag hoe artikel 3, § 2, 2°, van het ontwerp en artikel 3, § 2, 7°, ervan onderling samenhangen.

4. Artikel 3, § 2, 4°, van het ontwerp verwijst gedeeltelijk naar bepalingen die zijn opgeheven bij de wet van 21 maart 2022 ‘houdende wijzigingen aan het Strafwetboek en inzake de bevoegdheid om in rechte op te treden met betrekking tot het seksueel strafrecht’. Het ontwerp zou op dit punt moeten worden aangepast.

5. Artikel 3 moet worden herzien in het licht van de voorgaande opmerkingen.

#### Artikel 4

1. Het voorliggende ontwerp bepaalt dat de personen die in het verleden reeds deelgenomen hebben aan een vrijwillige dienst van collectief nut niet meer aan een dergelijke dienst mogen deelnemen. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat deze bepaling ook van toepassing is wanneer de voorgaande vrijwillige dienst van collectief nut onderbroken zou zijn geweest onafhankelijk van de wil van de deelnemer aan die dienst, met name wegens een langdurige afwezigheid om medische redenen die de betrokkene evenwel niet ongeschikt maakt voor de dienst. De vraag rijst of dit wel degelijk de intentie van de steller van het ontwerp is en zo ja, of een dergelijke oplossing geen disproportionele gevolgen heeft voor de betrokken personen.

2. Sinds de inwerkingtreding van de wet van 17 maart 2013 ‘tot hervorming van de regelingen inzake onbekwaamheid en tot instelling van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke waardigheid’ moet niet meer worden verwezen naar de status “voorlopig bewind”.

Fundamenteler nog is dat moet worden vastgesteld dat de regeling inzake de bescherming van personen en van hun goederen die is ingevoerd bij de artikelen 488/1 en volgende van het Burgerlijk Wetboek in sterk verschillende situaties van toepassing kan zijn. Door alle personen die onder die beschermingsregeling vallen uit te sluiten van de mogelijkheid om tot de vrijwillige dienst van collectief nut te worden toegelaten, zorgt artikel 4, 1°, voor een identieke behandeling van personen die zich in situaties bevinden die op het eerste gezicht niet vergelijkbaar zijn in het licht van de strekking van de betreffende regel, zonder dat in het dossier gewag wordt gemaakt van een aanvaardbare rechtvaardiging. De bepaling lijkt bijgevolg een schending in te houden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet<sup>3</sup> en lijkt bovendien onverenigbaar met de verplichtingen die worden opgelegd aan de overheid met het oog op inclusie van personen met een handicap, zoals die met name voortvloeien uit artikel 22<sup>ter</sup> van de Grondwet, artikel 15 van het herziene Europees Sociaal Handvest, alsook uit diverse bepalingen van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap.

De bepaling onder 1° moet in het licht van deze opmerking worden herzien. Hetzelfde geldt bijgevolg voor artikel 31, 6°, van het ontwerp.

### Artikel 11

De steller van het ontwerp moet in het ontwerp de nadere regels vastleggen voor de bekendmaking van de in te vullen vacatures, waarmee daaraan de vereiste kenbaarheid wordt gegeven.

### Artikel 31

Het feit dat de vrijwillige dienst van collectief nut van een deelnemer tegen zijn wil wordt beëindigd, vormt een ernstige maatregel ten aanzien van die deelnemer. Bijgevolg moet de procedure die tot het nemen van die beslissingen leidt op tegenspraak gevoerd worden en voldoen aan het algemeen rechtsbeginsel dat iemand het recht heeft vooraf gehoord te worden voordat ten aanzien van hem een ernstige maatregel wordt genomen. In dat opzicht biedt de procedure waarin de voorliggende bepaling voorziet op zich niet alle vereiste waarborgen.

Zo is niet uitdrukkelijk voorzien dat de deelnemer aan de vrijwillige dienst van collectief nut zijn opmerkingen over de stopzetting van zijn dienst kan meedelen, met name wanneer als reden voor die stopzetting wordt aangevoerd dat hij het reglement van orde niet heeft nageleefd en samenwerking tussen hem en het ministerie van Defensie bijgevolg onmogelijk is.

Hoewel deze nadere regels van rechtswege van toepassing zijn op de persoon die verantwoordelijk is voor de vrijwillige dienst van collectief nut, verdient het aanbeveling de ontworpen tekst zo aan te vullen dat de procedure alle waarborgen biedt die inherent zijn aan het beginsel dat de procedure op tegenspraak verloopt.

---

<sup>3</sup> Zie naar analogie EHRM, 20 mei 2010, *Alajos Kiss v. Hongarije*.

### Artikel 33

1. Indien de steller van het ontwerp de minister van Defensie wil machtigen om het bedrag aan te passen van de maandelijkse vergoeding die de deelnemers aan een vrijwillige dienst van collectief nut ontvangen, moet hij dat uitdrukkelijk vermelden in paragraaf 1, derde lid.
2. In paragraaf 1, vierde lid, moeten de woorden “Hij ontvangt evenwel geen vergoeding” worden vervangen door de woorden “De verrichter ontvangt evenwel geen vergoeding” om het onderwerp van de betrokken zin duidelijker aan te geven.

### Artikel 37

Artikel 9 van de wet van 21 november 2023 ‘tot wijziging van de wet van 11 april 2003 tot instelling van een vrijwillige dienst van collectief nut’ luidt als volgt: “De Koning bepaalt de dag van inwerkingtreding voor de wet van 11 april 2003 tot instelling van een vrijwillige dienst van collectief nut, en deze wet, die uiterlijk op 31 december 2023 in werking treden”. De wet van 11 april 2003, zoals gewijzigd bij de wet van 21 november 2023, is overeenkomstig die bepaling op 31 december 2023 in werking getreden.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat artikel 37, 1° en 2°, moet worden weggelaten.

### Bijlage B

Aangezien bijlage A het model van “Toelatingsakte in de hoedanigheid van verrichter van een vrijwillige dienst van collectief nut” bevat, moet bijlage A van bijlage B als “subbijlage A” vermeld worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO